

Les politiques d'austérité en Europe et en France vont dans le mur : besoin d'une alternative véritable à gauche

La France est entrée à nouveau en récession au premier trimestre, avec une contraction de son PIB de 0,2 % après un repli de même ampleur au trimestre précédent.

Les principaux indicateurs sont au rouge. Demande intérieure (-0,1 point) et commerce extérieur (-0,2 point) ont contribué négativement à l'activité. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,1 %, après avoir stagné depuis un an. Cela s'explique par la montée du chômage et de la précarité, la faiblesse des salaires, pensions et retraites, le recul des droits sociaux. Tandis que le pouvoir d'achat des ménages a encore reculé, après avoir enregistré, l'an dernier, un repli considérable de 0,9 %, le premier depuis 1984. Dans ces conditions, l'investissement chute lourdement (-0,9 %).

Le gouvernement table toujours sur une reprise mondiale au 2^e semestre qui tirerait la croissance française. Cependant, obligé de constater la récession, il la présente comme extérieure et la sous-estime. Il continue de s'arc-bouter sur sa politique économique et sociale en considérant qu'il poursuit la crédibilité budgétaire et le redressement de la compétitivité. Il n'y aurait pas d'autre politique possible. Ce serait un devoir pour profiter du répit de 2 ans accordé par la Commission de Bruxelles afin de réduire notre déficit public et de faire bouger les lignes en Europe.

F. Hollande est cependant amené, une fois de plus, à réviser en baisse son hypothèse de croissance pour 2013 : ce sera 0 % désormais, et non plus +0,1 % comme continue de le promettre Moscovici, son ministre de l'Économie et des Finances. Et cela, quand toutes les estimations officielles vont, elles, de -0,3 % à 0 % maximum.

Mais, foin de tout cela ! Le Président continue de voir dans le marc de café la courbe du chômage s'infléchir en fin d'année, même si, reconnaît-il, la bataille contre

le chômage ne peut marquer des points sans le retour de la croissance. Comprenez qui pourra...

En vérité, ce discours vise à encourager les Français à prendre leur mal en patience, puisque, simultanément, il leur est répété que « *tous les outils* » sont en place pour sortir du marasme.

Mais la boîte dans laquelle ils ont été pris est celle-là même que recommandent la BCE, la Commission européenne, M^{me} Merkel et les marchés financiers : rationnement des dépenses de services publics, poursuite des privatisations, augmentation des impôts sur les familles (TVA), multiplication des allègements d'impôts et de cotisations sociales pour accroître les profits (crédit d'impôt compétitivité), flexibilisation de l'emploi (transcription ANI)... et interdiction de faire marcher « *la planche à billets* » de la BCE pour soutenir les dépenses publiques et sociales.

Or ce sont ces outils qui font que les 17 pays membres de la zone euro enregistrent, au premier trimestre, une croissance fortement négative (-0,6 %). Alors que, au même moment, les États-Unis, où la « *planche à billets* » tourne à plein régime, le PIB a crû de 0,6 %, tandis que, au Japon, où la banque centrale fait désormais de même, l'activité semble, pour la première fois depuis de nombreuses années, s'arracher à la déflation. Ce sont ces politiques d'austérité et ces dites réformes structurelles menées en France et dans l'Union européenne, qui facilitent les licenciements et engendrent l'accroissement du chômage, de la précarité et la baisse du pouvoir d'achat, qui limitent la croissance et les débouchés.

De fait, Hollande n'a pas eu un mot dans sa conférence de presse du 16 mai pour répondre à l'immense déception des couches populaires et moyennes. Usant parfois d'un ton compassionnel de circonstance, il a le plus souvent fait preuve d'autosatisfaction, voire de forfanterie, en appelant tous ceux qui souffrent à la patience.

Foncièrement, seule lui importe la confiance du patronat.

Annonçant les grands axes de la seconde grande Conférence sociale à la mi-juin, il a osé reprendre le thème selon lequel, comme on vit plus longtemps, on doit travailler plus longtemps et que dégager 20 milliards pour financer le déficit des retraites en 2020 serait insoutenable ! Sans examiner la nécessité de nouvelles recettes, en lien avec le développement des cotisations et la sécurisation-promotion de l'emploi et de la formation. Une position qui engage d'ores et déjà vers une réforme des retraites qui allongera la durée de cotisation.

Il a prétendu aussi engager une réforme systémique de la formation professionnelle à partir du compte individuel formation votée récemment dans le cadre de l'ANI, qui vide de son contenu l'espoir d'une véritable formation professionnelle adaptée aux besoins des salariés et de la société.

Il a annoncé une refonte de la fiscalité qui achèverait de transférer sur les ménages le financement de la protection sociale.

Tout cela bien sûr se fera dans le cadre d'une « *concertation des partenaires sociaux* ». Mais comme celle de juillet 2012, cette nouvelle Conférence sociale ne servira qu'à intégrer certaines organisations sociales aux régressions sociales imposées par le Medef et le gouvernement, renforçant ainsi l'illusion de fatalité des orientations choisies.

Sur le fond, F. Hollande a repris tous les dogmes de la droite et du Medef, au mépris de ses propres déclarations et de celles du PS lors de la réforme Sarkozy de 2010 ou lors de la campagne présidentielle de 2012. L'ambition de son quinquennat est bien celle de la construction d'un nouveau modèle social français, conforme aux préconisations européennes, mais surtout aux impératifs patronaux. Prétendument « *plus souple et plus moderne* », il ouvrirait la porte à la domination des forces libérales. Et on a vu ce que cela signifiait avec la transposition et le vote dans la loi de l'ANI du 11 janvier 2013, qui a institué la flexibilité contre les droits des salariés et la sécurisation pour les employeurs !

Un changement de cap est indispensable en France et en Europe.

Nous avançons pour notre part une alternative véritable pour une réelle sécurisation de l'emploi. Nous avons élaboré en ce sens une proposition de loi, au lieu des précarisations de l'ANI.

En outre, nous appelons à une réorientation de toutes les entreprises publiques et mixtes pour redresser l'emploi et la croissance réelle, au lieu de la poursuite des privatisations. Nous appelons, à l'appui des luttes pour l'école, la santé, le logement social, les transports collectifs..., à engager une relance de tous les services publics, au lieu de leur affaiblissement.

Nous préconisons de conditionner toutes les aides publiques à des exigences chiffrées et contrôlables d'emplois.

Nous appelons à la conquête de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés et de leurs organisations pour réorienter les gestions d'entreprises.

Nous proposons de mobiliser les banques pour financer à très bas taux d'intérêt des investissements créateurs d'emplois et accompagnés de formations, ce qui exige de changer les critères de gestion des entreprises et les critères du crédit à partir de pouvoirs d'intervention des salariés.

Nous devons faire monter l'exigence de nouveaux financements pour un modèle social de progrès, en France et dans l'Union européenne, pour de nouveaux services publics, pour de nouveaux droits à la retraite, à la santé, etc. Cela implique notamment l'exigence que la BCE en assure directement le financement par création monétaire. Ce qui appelle un changement du statut de la BCE et de ses missions et exige des batailles concertées dans l'Union européenne.

Les Français n'ont pas majoritairement voté pour la politique qu'ils subissent depuis un an. Les choix actuels de F Hollande et du gouvernement conduisent la gauche française dans une impasse noire qui peut faire revenir une droite revancharde et populiste.

C'est dire le besoin d'une alternative à gauche, comme l'ont signifié les dizaines de milliers de manifestants du Front de gauche le 5 mai dernier, et comme ils entendent commencer à y travailler en pratique, sur une base politique encore plus élargie, le 16 juin prochain lors du lancement proposé par le PCF à ses partenaires, d'assises nationales pour la refondation sociale et démocratique. ■

Catherine Mills

